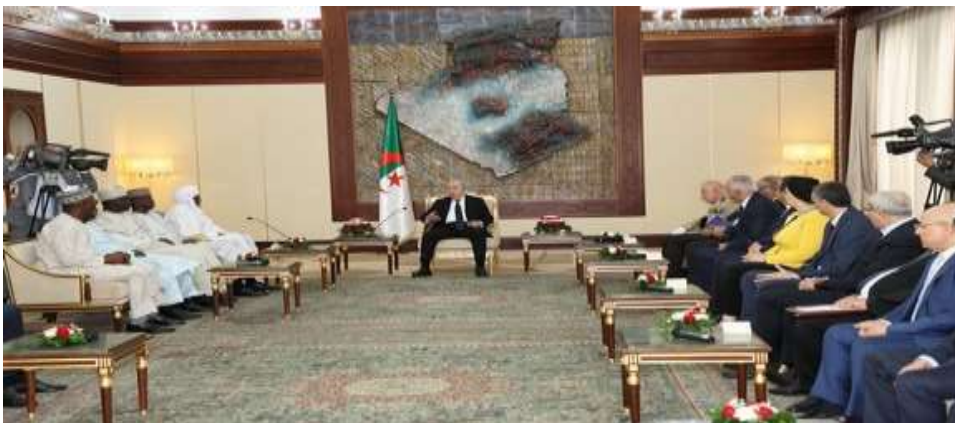




Mercredi 14 août 2024



## Entretiens élargis entre le président de la République et la délégation de la République du Niger.



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, mardi à Alger, des entretiens élargis avec la délégation de la République du Niger, conduite par le Premier ministre, M. Ali Mahaman Lamine Zeine.

Etaient présents à ces entretiens du côté algérien, le Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée, M. Saïd Chanegriha, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, ainsi que des membres du Gouvernement.

## La coopération entre l'Algérie et le Niger est bâtie sur le bon voisinage, la fraternité et l'amitié

Le Premier ministre nigérien, M. Ali Mahaman Lamine Zeine, a affirmé, mardi à Alger, que la coopération entre l'Algérie et le Niger est bâtie sur trois valeurs essentielles, à savoir le bon voisinage, la fraternité et l'amitié.

"La coopération entre les deux pays (l'Algérie et le Niger) est bâtie sur trois valeurs essentielles : le voisinage, la fraternité et l'amitié", a déclaré M. Lamine Zeine à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, estimant que "les zones d'ombre ayant prévalu jusque-là se sont plus ou moins dissipées".

"Le Niger a choisi un chemin, celui d'être extrêmement jaloux de sa souveraineté", a souligné le Premier ministre, relevant que son pays "observe le même état d'esprit de l'Algérie qui a toujours refusé que l'on s'ingère dans ses affaires internes". Ces points "ont fait l'objet d'échange", a-t-il fait observer.

"Nous avons aussi dit que c'est une nouvelle génération, éprise de paix comme toujours, engagée dans le sens de défendre, vaille que vaille, sa souveraineté, son indépendance et être toujours au service de sa population", a-t-il ajouté.

"Nous sommes porteurs d'un message du chef de l'Etat nigérien, le président du Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie, le Général Abdourahmane Tiani, et il était question que nous passions en revue le contenu de notre coopération pendant deux heures d'entretien avec le Président M. Abdelmadjid Tebboune qui nous a reçus malgré son agenda extrêmement chargé", a-t-il souligné.

"Il s'est agi pour nous de passer en revue une coopération bâtie sur trois valeurs essentielles, à savoir le voisinage, car nous partageons une longue frontière, la fraternité, du fait qu'il y a des populations de part et d'autres et qui sont les mêmes, mais aussi l'amitié", a soutenu le PM nigérien.

Il a relevé qu'il était également question que "nous réchauffions ces relations qui ont pris un coup au lendemain du 26 juillet 2023", faisant observer que le Niger "a considéré que l'Algérie, pays frère, voisin et ami, devait être là aux premières heures où nous devions être attaqués.

Nous avons senti un tout petit peu l'absence de ce frère, voisin et ami".

Il a indiqué que "les explications données par le chef de l'Etat algérien nous sont allées droit au cœur et nous allons en rendre compte au chef de l'Etat nigérien".

Le Premier ministre nigérien a rappelé que son pays "recèle énormément de richesses" et qu'à ce titre, l'Algérie qui a "un avantage comparatif en termes d'expertise et d'expérience pourrait bien évidemment s'approcher de notre pays pour que nous développions ensemble ces richesses au profit de nos populations respectives".

## Modernisation du marché financier : Faïd accélère la cadence



L'innovation est la pierre angulaire pour moderniser le marché des valeurs du Trésor.

La plate-forme Plat Tresor- X a permis au Trésor public de mobiliser des montants significatifs sur le marché primaire et de faciliter les transactions sur le marché secondaire, les montants mobilisés et transigés sur cette plate-forme témoignaient de son efficacité croissante, avec un total de 2673,7 milliards de dinars mobilisés et 2414,4 milliards de dinars transigés en 2023. C'est ce qui ressort de la dernière réunion qu'a présidée le ministre des Finances, Laaziz Faïd, et portant sur la modernisation du marché des valeurs du Trésor. Ce qui témoigne du dynamisme de ce module important des finances nationales et à l'impact certain sur l'économie. L'on rappelle que la plate-forme actuelle d'émission et de négociation de la dette publique, Plat Tresor-X, en fonction depuis 2014, est un système qui permet la tenue et la gestion électronique des séances d'adjudication sur le marché primaire et la négociation sur le marché secondaire des valeurs de l'État. Ainsi, le premier argentier du pays, Laaziz Faïd, vient de présider une séance de travail regroupant les cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité (DGTC), consacrée donc à la plate-forme des valeurs du Trésor. Faïd a, alors, rappelé que «la modernisation du marché de la dette publique, à travers la mise en place d'infrastructures de marché conformes aux standards internationaux, revêt une importance capitale pour l'essor économique du pays», et d'ajouter que cela «permettra de positionner l'Algérie à l'avant-garde des technologies financières, en créant des conditions propices au développement d'un segment dynamique du marché financier». En plus des avantages d'efficacité et d'efficience qu'elle apportera à l'ensemble des intervenants du marché, notamment les opérateurs, les superviseurs ainsi que les intermédiaires, la modernisation du marché «contribuera sans aucun doute à la dynamisation du marché en favorisant la liquidité, la transparence et la sécurité des systèmes» a-t-il poursuivi. Les intervenants sur la Plat TRESOR- X sont la DGTC en sa qualité d'émetteur et animateur du marché, les spécialistes des valeurs du Trésor (SVT) la Banque d'Algérie, la Bourse d'Alger et Algérie Clearing. Les interventions sur la plate-forme s'effectuent en temps réel pour l'adjudication ainsi que les négociations à la vente et achat des titres sur le marché secondaire. La nouvelle plate-forme cible, dont les fonctionnalités ont été présentées lors de cette séance, vise à renforcer davantage l'interconnexion entre les différents intervenants du marché, à

accélérer et sécuriser les opérations et à fournir des outils d'analyse et de gestion avancés. Elle permettra, également, de créer et d'actualiser automatiquement les décaissements prévisionnels, de calculer automatiquement tous les tableaux d'amortissement et d'enregistrer les tirages réels, les placements réels et les opérations du service de la dette. Elle produira une grande variété d'états de sortie standard et personnalisés, notamment des états pour la validation, le contrôle et les bulletins statistiques, ce qui servira de référence pour effectuer une analyse du portefeuille de la dette pour l'élaboration des stratégies d'endettement. Il est en outre indiqué que cette plateforme intégrale, conforme aux standards internationaux, sera capable d'évoluer avec le développement des marchés financiers nationaux, en intégrant de nouveaux instruments financiers et en répondant aux besoins futurs du marché. Lors de son intervention, Faïd a insisté sur «l'importance de l'innovation pour moderniser le marché des valeurs du Trésor et pour améliorer son attractivité, notamment pour intégrer les segments non bancarisés». Il a également insisté sur la nécessité de renforcer le rôle de ce marché dans le financement du budget de l'État, en mobilisant davantage de ressources. Aussi a-t-il invité à explorer toutes les opportunités disponibles, à engager des réflexions visant à créer de nouveaux produits financiers et de nouveaux mécanismes d'incitation.



### [Algérie-Niger/Des ministres se rencontrent](#)

#### [On a parlé économie et culture](#)

#### [Les ministres des deux pays ont prospecté les opportunités de coopération.](#)



Animés par une forte volonté de porter les relations bilatérales et économiques à un niveau supérieur entre l'Algérie et le Niger, le Premier ministre, ministre de l'Économie et des Finances de la République du Niger avait entamé, dimanche, une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation ministérielle. Au-delà de l'importance d'une cohésion sans faille pour une stabilité sécuritaire dans la région, les deux parties visent à approfondir leur coopération économique dans plusieurs secteurs. En entame de cette visite, et après son entretien avec son homologue algérien, Larbaoui, le Premier ministre, ministre de l'Économie et des Finances de la République du Niger, Ali Mahaman Lamine Zeine, a effectué, lundi après-midi, une visite à Djamaâ El-Djazaïr où il a été reçu par le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, cheikh Mohamed Maâmoun Al-Kacimi Al-Hoceini. De leur côté, les ministres nigériens ont eu l'occasion d'échanger et de prospecter les opportunités et les voies de coopération avec leurs homologues algériens, à l'image de la rencontre entre le ministre des Travaux publics et des

Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, et le ministre des Transports et de l'Équipement de la République du Niger, Salissou Mahaman Salissou. Une rencontre qui s'est articulée autour de l'importance de «renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des travaux publics et des infrastructures de base afin de les promouvoir au niveau des relations historiques unissant les deux pays frères». Il y a lieu de souligner l'importance économique et stratégique du secteur des travaux publics dans le développement des relations entre les acteurs de la scène régionale. À cet effet, Rekhroukh a souligné «l'importance d'accélérer la création d'un corridor économique en tant que fruit de la valorisation du projet de la route transsaharienne, et ce en vue de développer les échanges commerciaux». Sur cet axe, les discussions qui ont animé la rencontre du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et le ministre du Commerce et de l'Industrie de la République du Niger, Seydou Asman, ont eu trait à leur «détermination à redynamiser les relations commerciales et économiques, et à relancer les projets communs et ce dans le cadre de la mise en œuvre, côté algérien, des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune». Il faut dire que les deux partagent des centres d'intérêts communs, à l'image du projet de la zone franche entre l'Algérie et le Niger, dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine Zlecaf. En outre, l'importance de l'organisation de manifestations économiques et de foires conjointes. Ce qui renseigne sur la nécessité de développer leurs coopération sur les plans hautement stratégiques, tels que les infrastructures de base et les réseaux routier et ferroviaire, mais également sur des domaines où le développement des nouvelles technologies s'impose, tel que les télécommunications. À ce titre, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a reçu, lundi à Alger, le ministre de la Communication, des Postes et de l'Économie numérique de la République du Niger, Sidi Mohamed Raliou, dans le cadre d'enrichir les relations des deux pays dans le domaine afin de conférer à cette coopération un suivi technologique de qualité. À ce titre, Bibi Triki a exprimé la satisfaction des deux parties quant à «l'avancement du projet de Dorsale transsaharienne à fibre optique, qui reliera le Niger au réseau international des communications à partir de l'Algérie, et ce, par le biais des capacités importantes dont dispose notre pays en ce qui concerne la bande passante internationale».



### [Mise en place d'infrastructures conformes aux standards internationaux : Faid insiste sur la numérisation.](#)



«La modernisation du marché de la dette publique, à travers la mise en place d'infrastructures de marché conformes aux standards internationaux, revêt une importance capitale pour l'essor économique du pays».

C'est par ces mots que s'est exprimé, le ministre des Finances, Laaziz Faid, lors d'une séance de travail qu'il a présidée, laquelle a regroupé les cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité (DGTC), consacrée à la plateforme des valeurs du Trésor. Cet effort, explique-t-il, «permettra de positionner l'Algérie à l'avant-garde des technologies financières en créant des conditions propices au développement d'un segment dynamique du marché financier».

La dette publique de l'Algérie est quasi exclusivement interne, représentant 47% du PIB, tout en notant que les normes internationales sont entre 60-65% du PIB. Relevant «l'importance de l'innovation pour moderniser le marché des valeurs du Trésor et pour améliorer son attractivité, notamment pour intégrer les segments non bancarisés», le premier argentier du pays a relevé la nécessité de renforcer le rôle de ce marché dans le financement du budget de l'Etat, en mobilisant davantage de ressources. Dans le même sillage, Faid préconise d'engager des réflexions visant à créer de nouveaux produits financiers et de nouveaux mécanismes d'incitation. Notons que la plateforme actuelle d'émission et de négociation de la dette publique, «Plat Trésor-X», opérationnelle depuis 2014, permet la tenue et la gestion électronique des séances d'adjudications sur le marché primaire et la négociation sur le marché secondaire des valeurs de l'Etat. Sur cette plateforme, peuvent intervenir la DGTC en sa qualité d'émetteur et animateur du marché, les Spécialistes des valeurs du trésor (SVT) la Banque d'Algérie, la Bourse d'Alger et Algérie Clearing. Dans ce registre, il convient de souligner que l'instruction n°01-2015 du 16 juillet 2015, modifiant et complétant l'instruction n°28-95 du 22 avril 1995 portant organisation du marché monétaire, a constitué un grand tournant pour la modernisation de l'adjudication des bons du Trésor via la plate-forme Smart Trésor-X. Les adjudications de bons du Trésor s'effectuent par l'utilisation de l'application informatique dite composée de deux modules, un pour le marché primaire et un pour le marché secondaire. D'autre part, le communiqué du ministère indique que les montants mobilisés et transigés sur cette plateforme témoignaient de son efficacité croissante, avec un total de 2.673,7 milliards DA mobilisés et 2 414,4 milliards DA transigés en 2023. La nouvelle plateforme vise à renforcer davantage l'interconnexion entre les différents intervenants du marché, à accélérer et sécuriser les opérations, et à fournir des outils d'analyse et de gestion avancés. Très pratique, elle s'érige en un outil pour créer et actualiser automatiquement les décaissements prévisionnels, de calculer automatiquement tous les tableaux d'amortissement et d'enregistrer les tirages réels, les placements réels et les opérations du service de la dette. La plateforme sert également de référence pour effectuer une analyse du portefeuille de la dette pour l'élaboration des stratégies d'endettement. Conforme aux standards internationaux, cet outil, précise la même source, sera capable d'évoluer avec le développement des marchés financiers nationaux, en intégrant de nouveaux instruments financiers et en répondant aux besoins futurs du marché.

### **Réglementation portant organisation du marché des valeurs du Trésor**

Le Trésor intervient sur le marché monétaire par l'émission des bons du Trésor, dont les différents types sont définis par l'arrêté n°08 du 21 janvier 1998 du ministère des Finances, portant encadrement et fonctionnement du marché des valeurs du Trésor en compte courant,

modifié et complété. L'ensemble des intervenants au Marché -ayant obtenu l'agrément de la Direction générale du Trésor- peuvent souscrire aux adjudications des bons du Trésor. Les soumissionnaires (SVT) peuvent souscrire pour leur compte ou celui de leur clientèle. Le Trésor public peut, en vue d'assurer un fonctionnement stable du marché des bons du trésor, définir une périodicité des séances d'adjudication par type de bons et les dates de règlement y afférentes. L'instruction n°01-2015 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant l'instruction n°28-95 du 22 avril 1995 portant organisation du marché monétaire a constitué un grand tournant pour la modernisation de l'adjudication des bons du Trésor via la plate-forme Smart Trésor-X. Les adjudications de bons du Trésor s'effectuent par l'utilisation de l'application informatique dite composée de deux modules, un module pour le marché primaire et un module pour le marché secondaire. Le marché primaire des valeurs du Trésor est régi par les dispositions légales et réglementaires suivantes :

règlement n°91-08 du 14 août 1991 portant organisation du marché monétaire; l'instruction n°01-2015 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant l'instruction n°28-95 du 22 avril 1995 portant organisation du marché monétaire. L'accès à la plate-forme Smart Trésor-X est autorisé aux seuls intervenants sur le marché des valeurs du Trésor, à savoir la DGT, représentée par la Direction de la dette publique et la Banque d'Algérie (BA, représentée par la Direction des marchés monétaires et financiers) en leur qualité d'administrateur et de gestionnaire de la plate-forme ; les spécialistes en valeurs du Trésor en leur qualité de participants et utilisateurs de la plate-forme ; les intervenants post-adjudication : Direction de la comptabilité, du budget et du contrôle de la Banque d'Algérie, Algérie Clearing et la Bourse d'Alger. Les participants que sont les spécialistes en valeurs du trésor (SVT) interviennent sur le marché primaire des valeurs du Trésor sont actuellement à 11, dont 08 du secteur bancaire et 03 institutions financières non bancaire.



## **CPA : Ouverture d'une nouvelle agence à In Guezzam**

Une nouvelle agence du Crédit populaire d'Algérie (CPA) a été ouverte hier dans la wilaya d'In Guezzam, à l'extrême Sud du pays, en présence des autorités locales et des cadres de cet établissement financier. L'inauguration de cette nouvelle agence qui porte le code "381" s'inscrit dans le cadre de l'extension du réseau des agences du CPA à travers les différentes régions du pays, à l'effet de rapprocher ses structures du citoyen et assurer des prestations bancaires, ainsi que pour accompagner les investisseurs de la région dans la concrétisation de leurs projets, ont indiqué des responsables de la banque. La nouvelle structure bancaire du CPA, sise à la cité 50 logements dans la ville d'In Guezzam, proposera ainsi une panoplie de produits bancaires à ses clients, toutes catégories confondues (professionnels, entreprises...), a-t-on expliqué. A cette occasion, le wali d'In Guezzam, Fayçal Amrouche, a souligné l'importance de l'ouverture de cet établissement bancaire qui permettra d'assurer des services bancaires au profit des citoyens de la région et accompagnera les efforts de l'investissement et du développement local dans cette wilaya frontalière.

## Elle aura lieu du 5 au 7 décembre prochain à Alger : Une Conférence africaine des start-up à Alger

**Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises organisera la 3e édition de la Conférence africaine des start-up, prévue du 5 au 7 décembre 2024 au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère.**

Placée sous le thème «Réimaginer l'Afrique par l'intelligence artificielle», cette conférence, la «plus grande» du genre en Afrique, vise à réaffirmer l'importance de l'innovation et des technologies avancées dans la relance du développement socioéconomique du continent, a précisé la même source. Cet événement verra la participation de plus de 25 000 participants parmi les entrepreneurs, innovateurs et investisseurs, ainsi que 45 ministres africains chargés des domaines de l'innovation et des start-up, s'érigeant en «rassemblement de premier plan» dans le continent. La 3e édition de la Conférence vise à évaluer la mise en œuvre de la feuille de route et de la charte adoptées lors des éditions précédentes, et à élaborer une nouvelle feuille de route pour le développement de l'intelligence artificielle en Afrique. Elle prévoit également des sommets et des ateliers spécialisés, regroupant des experts, des investisseurs et des entrepreneurs pour échanger des idées et des expertises, et renforcer les capacités de réussite des start-up. Au menu de cette Conférence figurent plusieurs activités dont le Sommet africain du capital-risque qui offrira une plateforme de rencontres entre investisseurs et porteurs de projets innovants pour examiner les opportunités de financement et de collaboration, ainsi que des panels sur les défis et les opportunités liés au développement de l'intelligence artificielle en Afrique et la manière de transformer les idées innovantes en résultats concrets à même de contribuer au développement durable. La 3e édition de la Conférence accueillera une grande exposition dédiée aux nouvelles technologies et dernières innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle, qui permettra aux participants de découvrir de nouveaux produits et solutions, et d'interagir avec les entreprises pionnières dans ce domaine. Le ministère a souligné dans son communiqué que cet événement sera «une occasion unique» de rassembler des personnalités économiques et intellectuelles éminentes du monde entier partageant le même objectif, celui de promouvoir l'innovation et le développement en Afrique. Il a affirmé, dans ce sens, que la Conférence constituera le «point de départ» de nouvelles initiatives visant à soutenir les jeunes et les innovateurs en Afrique, pour les aider à transformer leurs idées en projets réussis et contribuer à construire un avenir plus prospère pour le continent. Depuis sa première édition en 2022, «la Conférence africaine des startups est devenue une plateforme vitale pour l'échange d'expériences et d'idées et un espace commun entre les différents pays africains pour renforcer l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation», ajoute le communiqué. Les précédentes éditions de cette Conférence ont connu un «grand succès», en contribuant à l'établissement de partenariats stratégiques et au développement de programmes innovants visant à soutenir les start-up en Afrique. Ainsi, sur le plan de la participation, cette conférence sera exceptionnelle, avec la présence des experts internationaux dans le domaine des startups,



des ministres et décideurs africains dans le domaine des startups et de l'innovation, plus les investisseurs et responsables des Fonds d'investissement et capitaux à risque dans le continent. A cela s'ajoute la participation de partenaires africains et d'autres pays. D'autres événements annexes seront également organisés. L'organisation de cet événement confirme le rôle de l'Algérie, comme source des initiatives africaines visant à faire de l'Afrique un marché fertile pour l'innovation et la créativité technologique.

Il s'agit de permettre à tous les décideurs, les responsables et les acteurs et concepteurs des politiques gouvernementales dans le domaine des startups de faire de cet événement le plus grand rendez-vous annuel africain consacré aux technologies et aux startups, afin de s'enquérir de tout ce qui se passe dans les autres pays africains et d'échanger les expériences et signer des accords de coopération dans ce domaine.

Il convient de rappeler que l'Algérie occupe la deuxième place en Afrique en termes de startups en activité, selon le dernier classement du site Startup Ranking, spécialisé dans le classement des startups dans le monde. Selon le classement de Startup Ranking, l'Algérie occupe la deuxième place en Afrique en termes de startups en activité, après le Nigeria et juste avant l'Egypte et l'Afrique du Sud, précise la même source. Au niveau mondial, les Etats-Unis d'Amérique arrivent en tête du classement devant l'Inde, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, l'Indonésie, l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Brésil et Singapour. Le classement du site Startup Ranking recense les startups au niveau mondial par écosystème, en fonction de leurs activités, de leurs domaines de spécialisation et des données liées aux services qu'elles offrent, selon Algeria Venture.



## [LAÂZIZ FAID ÉVOQUE LES OBJECTIFS DE LA MODERNISATION DU MARCHÉ DE LA DETTE PUBLIQUE : « Positionner l'Algérie à l'avant-garde des technologies financières ».](#)

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présidé une séance de travail regroupant les cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité (DGTC), consacrée à la plateforme des valeurs du Trésor. À cette occasion, Faïd, a rappelé que « la modernisation du marché de la dette publique, à travers la mise en place d'infrastructures de marché



conformes aux standards internationaux, revêt une importance capitale pour l'essor économique du pays ». Cela « permettra de positionner l'Algérie à l'avant-garde des technologies financières, en créant des conditions propices au développement d'un segment dynamique du

marché financier ». En plus des avantages d'efficacité et d'efficience qu'elle apportera à l'ensemble des intervenants du marché (les opérateurs, les superviseurs ainsi que les intermédiaires), la modernisation du marché « contribuera sans aucun doute à la dynamisation du marché en favorisant la liquidité, la transparence et la sécurité des systèmes », a ajouté le ministre. La plateforme actuelle d'émission et de négociation de la dette publique, (Plat TRESOR-X), en fonction depuis 2014, est un système qui permet la tenue et la gestion électronique des séances d'adjudications sur le marché primaire et la négociation sur le marché secondaire des valeurs de l'État. Les intervenants sur la Plat TRESOR-X sont la DGTC en sa qualité d'émetteur et animateur du marché, les Spécialistes des valeurs du trésor (SVT) la Banque d'Algérie, la Bourse d'Alger et Algérie Clearing. Les interventions sur la plateforme s'effectuent en temps réel pour l'adjudication ainsi que les négociations à la vente et achat des titres sur le marché secondaire. La plateforme Plat TRESOR- X, a permis au Trésor public de mobiliser des montants significatifs sur le marché primaire et de faciliter les transactions sur le marché secondaire, selon le communiqué précisant que les montants mobilisés et transigés sur cette plateforme témoignaient de son efficacité croissante, avec un total de 2.673,7 milliards DA mobilisés et 2 414,4 milliards DA transigés en 2023. Lors de son intervention, le ministre des Finances a souligné « l'importance de l'innovation pour moderniser le marché des valeurs du Trésor et pour améliorer son attractivité, notamment pour intégrer les segments non bancarisés ». Il a également insisté sur la nécessité de renforcer le rôle de ce marché dans le financement du budget de l'État, en mobilisant davantage de ressources. Aussi, il a appelé à explorer toutes les opportunités disponibles, à engager des réflexions visant à créer de nouveaux produits financiers et de nouveaux mécanismes d'incitation.



## [Finances Faïd préside une réunion sur la modernisation du marché des valeurs du Trésor](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, lundi à Alger, une séance de travail regroupant les cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité (DGTC), consacrée à la plateforme des valeurs du Trésor, indique un communiqué du ministère. Dans son allocution, M. Faïd a rappelé que «la modernisation du marché de la dette publique, à travers la mise en place d'infrastructures de marché conformes aux standards internationaux, revêt une importance capitale pour l'essor économique du pays». Cela «permettra de positionner l'Algérie à l'avant-garde des technologies financières, en créant des conditions propices au développement d'un segment dynamique du marché financier», a ajouté le ministre, cité dans le communiqué. En plus des avantages d'efficacité et d'efficience qu'elle apportera à l'ensemble des intervenants du marché (les opérateurs, les superviseurs ainsi que les intermédiaires), la modernisation du marché «contribuera sans aucun doute à la dynamisation du marché en favorisant la liquidité, la transparence et la sécurité des systèmes», selon le communiqué. La plateforme actuelle d'émission et de négociation de la dette publique, «Plat TRESOR-X», en fonction depuis 2014, est un système qui permet la tenue et la gestion électronique des séances d'adjudications sur le marché primaire et la négociation sur le marché secondaire des valeurs de l'Etat. Les intervenants sur la Plat TRESOR-X sont la DGTC en sa qualité d'émetteur et animateur du

marché, les Spécialistes des valeurs du Trésor (SVT) la Banque d'Algérie, la Bourse d'Alger et Clearing.

Les interventions sur la plateforme s'effectuent en temps réel pour l'adjudication ainsi que les négociations à la vente et achat des titres sur le marché secondaire. La plateforme Plat TRESOR-X, a permis au Trésor public de mobiliser des montants significatifs sur le marché primaire et de faciliter les transactions sur le marché secondaire, selon le communiqué, précisant que les montants mobilisés et transigés sur cette plateforme témoignaient de son efficacité croissante, avec un total de 2 673,7 milliards DA mobilisés et 2 414,4 milliards DA transigés en 2023. La nouvelle plateforme cible, dont les fonctionnalités ont été présentées lors de cette séance, vise à renforcer davantage l'interconnexion entre les différents intervenants du marché, à accélérer et sécuriser les opérations, et à fournir des outils d'analyse et de gestion avancés. Elle permettra, également, de créer et d'actualiser automatiquement les décaissements prévisionnels, de calculer automatiquement tous les tableaux d'amortissement et d'enregistrer les tirages réels, les placements réels et les opérations du service de la dette. Elle produira une grande variété d'états de sortie standards et personnalisés, notamment des états pour la validation, le contrôle et les bulletins statistiques, ce qui servira de référence pour effectuer une analyse du portefeuille de la dette pour l'élaboration des stratégies d'endettement. Cette plateforme intégrale, conforme aux standards internationaux, sera capable d'évoluer avec le développement des marchés financiers nationaux, en intégrant de nouveaux instruments financiers et en répondant aux besoins futurs du marché. Lors de son intervention, le ministre des Finances a souligné «l'importance de l'innovation pour moderniser le marché des valeurs du Trésor et pour améliorer son attractivité, notamment pour intégrer les segments non bancarisés». Il a également insisté sur la nécessité de renforcer le rôle de ce marché dans le financement du budget de l'Etat, en mobilisant davantage de ressources. Aussi, il a appelé à explorer toutes les opportunités disponibles, à engager des réflexions visant à créer de nouveaux produits financiers et de nouveaux mécanismes d'incitation. M. Faïd a insisté également sur l'importance de la vulgarisation des activités du marché des valeurs du Trésor et des mécanismes de financement du budget de l'Etat, afin de mieux informer les parties prenantes sur les enjeux et les opportunités liés à la modernisation du marché, selon le communiqué du ministère.



### **Faïd à propos de la plateforme Plat TRESOR- X : « conforme aux standards internationaux ».**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, dans une séance de travail regroupant les cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité (DGTC), qu'il a présidée, a affirmé que «la modernisation du marché de la dette publique, à travers la mise en place d'infrastructures de marché conformes aux standards internationaux, revêt une importance capitale pour l'essor économique du pays».

Une démarche qui «permettra de positionner l’Algérie à l’avant-garde des technologies financières, en créant des conditions propices au développement d’un segment dynamique du marché financier».

Pour M. Faid, la modernisation du marché «contribuera sans aucun doute à la dynamisation du marché en favorisant la liquidité, la transparence et la sécurité des systèmes».

La plateforme actuelle d’émission et de négociation de la dette publique, «Plat TRESOR-X », en fonction depuis 2014, est un système qui permet la tenue et la gestion électronique des séances d’adjudications sur le marché primaire et la négociation sur le marché secondaire des valeurs de l’Etat.

Les intervenants sur la Plat TRESOR-X sont la DGTC en sa qualité d’émetteur et animateur du marché, les Spécialistes des valeurs du trésor (SVT) la Banque d’Algérie, la Bourse d’Alger et Algérie Clearing.

En chiffres, la plateforme Plat TRESOR- X, précise le communiqué du ministère, a permis de mobiliser des montants mobilisés et transigés sur cette plateforme témoignant de son efficacité croissante, avec un total de 2.673,7 milliards DA mobilisés et 2 414,4 milliards DA transigés en 2023.

Cette plateforme intégrale, conforme aux standards internationaux, sera capable d’évoluer avec le développement des marchés financiers nationaux, en intégrant de nouveaux instruments financiers et en répondant aux besoins futurs du marché.

Le ministre des Finances a souligné «l’importance de l’innovation pour moderniser le marché des valeurs du Trésor et pour améliorer son attractivité, notamment pour intégrer les segments non bancarisés».

Aussi, il a appelé à explorer toutes les opportunités disponibles, à engager des réflexions visant à créer de nouveaux produits financiers et de nouveaux mécanismes d’incitation. D’autre part, Faid a insisté également sur l’importance de la vulgarisation des activités du marché des valeurs du Trésor et des mécanismes de financement du budget de l’Etat, afin de mieux informer les parties prenantes sur les enjeux et les opportunités liés à la modernisation du marché.



## Récupération de biens mal acquis

La récupération de biens mal acquis est l’un des points d’honneur et une des priorités du président Tebboune dès sa 1e candidature à la présidentielle en 2019.

Depuis son arrivée à la tête de l’Algérie, le président Abdelmadjid Tebboune a mis un point d’honneur à faire de la lutte contre la corruption et de la récupération des biens mal acquis une priorité absolue. L’un de ses 45 engagements électoraux, la récupération des biens mal acquis, est en passe d’être tenu.

Près de 30 milliards de dollars d’actifs saisis

Les autorités ont déjà saisi près de 30 milliards de dollars d’actifs appartenant aux anciens dirigeants et à leurs proches, suite à des décisions de justice définitives. Ces biens, allant des

villas de luxe aux entreprises industrielles en passant par les comptes bancaires à l'étranger, sont progressivement restitués au patrimoine national. Récemment, 23 unités industrielles stratégiques, parmi lesquelles des hôtels, des usines automobiles et agroalimentaires, et des stations-services, ont été transférées vers des holdings publics en vue d'être relancées.

Cette dynamique positive marque un tournant et témoigne de la volonté de bâtir un pays plus juste et plus prospère. En restituant aux citoyens ce qui leur a été injustement pris, il est permis aujourd'hui d'espérer voir une nouvelle voie s'ouvrir devant une économie plus dynamique, une vie publique plus transparente et un renforcement certain du pacte social. Si la lutte contre la corruption est un processus de longue haleine, les résultats obtenus jusqu'à présent sont prometteurs et montrent que le changement est possible.

«Ces mesures qui témoignent de la volonté de préserver l'intérêt général»

Aoumar Baghzouz, professeur associé à l'Institut diplomatique des relations internationales, salue ces avancées significatives dans la lutte contre la corruption. Selon lui, «ces actions renforcent la confiance des citoyens en leurs dirigeants et redorent l'image de l'administration». Pour Baghzouz qui est également enseignant en science politique à l'[Université Mouloud Mammeri](#) «ces résultats positifs favorisent l'adhésion des électeurs. Ils constituent même un atout majeur pour le président sortant, qui a fait de la lutte contre la corruption une priorité».

Il estime que cette démarche doit se poursuivre, avec la création de mécanismes et de structures dédiés à l'éradication ou à la réduction de ce phénomène qui a gravement nui à l'économie du pays et à son développement. «Ces mesures qui témoignent de la volonté de préserver l'intérêt général et de garantir une gestion transparente des deniers publics contribuent à restaurer la crédibilité des institutions et à rapprocher l'État de ses citoyens», explique-t-il.

Un levier pour la reconstruction économique et institutionnelle

Pour le politologue, il est toutefois nécessaire d'ajuster et de compléter cette première démarche pour influencer durablement la lutte contre la corruption en Algérie. «Ce n'est qu'une étape, et le processus doit se poursuivre pour atteindre pleinement cet objectif. La lutte contre la corruption est un travail de longue haleine» rappelle-t-il, soulignant que, «par le passé, de nombreux déficits se sont accumulés dans la lutte contre ce fléau».

Pour lui, «il est important aujourd'hui de débloquer la situation et de remettre l'administration sur la bonne voie grâce à une vigilance accrue». Ces exemples concrets et résultats tangibles illustrent, selon Baghzouz, «la réalisation des engagements du président Tebboune et du programme présidentiel annoncé lors de sa première campagne électorale. Ce sont des actions concrètes, et non des discours, qui marquent véritablement les esprits».

Vers le transfert des biens récupérés aux complexes spécialisés

En somme, la gestion des biens saisis entre dans une nouvelle ère et deviennent des outils stratégiques au service de la relance économique du pays. Farid Kourtel, expert international en économie et affaires administratives, et Brahim Guendouzi, professeur de commerce et d'économie, décryptent les enjeux et les retombées de ce processus qui pourrait redéfinir le rôle des entreprises publiques dans la construction de la nouvelle Algérie.

Pour illustrer ces dynamiques en cours, Farid Kourtel rappelle que : «cette semaine marque le transfert de biens saisis suite à des jugements définitifs vers des complexes économiques

spécialisés, comme l'usine de montage de voitures Kia à Batna, ainsi que des hôtels appartenant à des hommes d'affaires emprisonnés, qui ont été transférés à des entreprises publiques compétentes».

Il poursuit en expliquant que «tous les biens saisis ont été remis aux entités qualifiées chargées de finaliser les projets inachevés afin de les rendre opérationnels et ainsi augmenter la valeur ajoutée de l'économie. Une fois mis en service, ces biens contribueront indéniablement à accroître le produit intérieur brut et à stimuler l'économie nationale». Il ajoute que «la relance de ces biens générera des milliers d'emplois directs et indirects, réduisant ainsi le taux de chômage. C'est un développement positif pour les chômeurs. De plus, les revenus générés par ces entités économiques viendront alimenter les caisses de l'État, réduisant ainsi progressivement le déficit budgétaire».

Les nouveaux enjeux de la gestion des actifs saisis

Il rappelle, toutefois, que «les précédentes administrations étant confrontées à un obstacle juridique concernant la saisie et la gestion de ces biens étaient incapables d'atteindre ces résultats. Cependant, de nouvelles lois ont été adoptées pour créer un fonds spécial dédié à la gestion des biens confisqués, puis un autre pour régler leur transfert vers les entités compétentes». Il précise ainsi que «le cadre juridique est désormais solide et ne laisse aucune marge de manœuvre pour contester le processus de saisie et de transfert de ces biens».

Quant aux employés des entreprises saisies, Kourtel estime que «ces derniers pourraient être réembauchés en priorité, compte tenu de leur expérience et de leurs compétences. Les nouvelles entreprises chargées de reprendre ces établissements sont encouragées à privilégier le recrutement de ces anciens employés».

Brahim Guendouzi, professeur de commerce et d'économie, ajoute un autre point de vue en affirmant que «le premier point à retenir de cette mesure est tout d'abord l'exécution de décisions de justice». Il précise que «c'est la justice qui a mis ces unités de production sous contrôle de l'État. Et tout ce qui est secteur économique de l'État, c'est le Conseil de participation de l'État (CPE) qui est présidé par le Premier ministre. Le CPE attribue ensuite ces biens aux entreprises publiques économiques (EPE) en fonction de leur secteur d'activité».

Les biens récupérés seront remis aux EPE

Guendouzi met, dès lors, l'accent sur l'importance du management dans ce processus en précisant que «les actifs saisis seront gérés par les responsables des EPE, lesquels seront soumis à une obligation de résultats en matière de gestion sur différents aspects, tels que les finances, les ressources humaines, et la production».

Pour lui, «le succès de cette démarche repose en grande partie sur la capacité des managers à prendre les bonnes décisions pour intégrer ces actifs dans un cadre approprié. Chaque entreprise devra tenir compte des spécificités des actifs qu'elle reçoit pour assurer leur bon fonctionnement dans les mois à venir, et pour qu'ils deviennent des unités de production et de commercialisation ordinaires».

Guendouzi évoque enfin la possibilité de «voir à l'avenir certaines de ces entreprises subir une ouverture du capital vers le secteur privé, que ce soit à travers la bourse ou un autre mécanisme. Cette éventualité nécessitera, toutefois, un traitement spécifique à l'avenir».

## **Donner aux entrepreneurs de la visibilité à l'international**

La 3<sup>e</sup> édition de la Conférence Africaine des Startups, prévue du 5 au 7 décembre 2024 à Alger, se veut une plateforme pour donner de la visibilité à l'international aux jeunes stratupeurs et entrepreneures algériens, selon Abderrahmane HadeF.

« Il est à notifier que l'Algérie a entamé un vaste chantier de la transformation numérique et de l'économie numérique en vue d'encourager les entrepreneurs, d'améliorer la performance économique et de booster ses exportations en misant sur l'amélioration de la qualité des biens et services », affirme Abderrahmane HadeF, consultant et expert en géo-économie.

### **Mise en place d'un écosystème technologique favorable**

Pour ce faire, l'Etat a entrepris, précise-t-il, la mise en place d'un écosystème technologique favorable à travers les startups, les incubateurs, des maisons d'intelligence artificielle. S'ajoute à cela les microentreprises et les centres de développement de l'entrepreneuriat créés au niveau des différents établissements universitaires, dont le rôle consiste à encourager les jeunes entrepreneurs et l'innovation, complète l'interlocuteur.

Dans ce sillage, l'Etat a veillé, poursuit-il, à la mise en place d'un encadrement juridique et d'une réglementation favorisant cette dynamique dans le cadre d'un ambitieux projet global. Selon lui, la « jonction » établie entre l'université et la sphère économique à travers l'arrêté ministériel (1275) incitant à la création de startups comme projet de fin d'études, est une preuve concrète de cette volonté.

### **Faire de l'Algérie un pôle technologique régional**

« L'on veut donner aux projets de recherche scientifique, entrepris au niveau des centres et des laboratoires de recherche du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, une dimension économique et doter ces structures de d'une capacité d'innovation », appuie-t-il, rappelant que des projets ont été bien identifiés dans ce sens. D'autre part, la création d'un département ministériel dédié aux startups et aux microentreprises, s'inscrit, souligne-t-il, dans cette optique, avec pour objectif de faire de l'Algérie un pôle technologique régional, en mettant le cap notamment sur l'Afrique.

« L'Algérie tend à s'ériger en acteur majeur en Afrique et dans la zone euro-méditerranéenne. Aujourd'hui, l'Afrique assiste à un élan de développement sans précédent et voit en cet événement, qui va se tenir dans sa 3<sup>e</sup> édition, une référence dans ce domaine pour l'ensemble des africains », soutient l'expert.

### **Les Africains sont résolus à prendre leur sort en main**

Sur la 3<sup>e</sup> édition de la Conférence africaine des Startups, HadeF relève qu'elle prend de l'ampleur après la réussite de la 1<sup>ère</sup> et de la 2<sup>e</sup> édition, mais aussi et surtout elle permet d'évaluer les précédentes feuilles de route adoptées par les participants à cette conférence et de se projeter à l'avenir.

Pour lui, les Africains sont résolus, plus que jamais, à prendre leur sort en main et à développer leur continent suivant une vision qui repose sur un potentiel humain immense. « Il s'agit de mettre en place un écosystème technologique qui permet aux jeunes porteurs de projet de s'émanciper et de contribuer de par leurs projets au développement social de leur continent, d'autant que cette jeunesse en constitue la principale richesse », considère-t-il.

### **Répondre à la problématique de l'emploi**

Le spécialiste voit que cet écosystème technologique est une réponse à la problématique de l'emploi et de la performance économique. « L'Algérie n'est pas en reste de cette réalité, et a mis en place des mesures incitant les jeunes à être, eux-mêmes, créateurs d'emploi. Avec toute cette dynamique insufflée, l'on assistera à la création des dizaines de milliers de postes d'emploi », estime-t-il.

Il rappelle que l'on enregistre 300 000 diplômés universitaires par an, dont 30% sont issus du domaine technologique. « L'écosystème est censé être un réceptacle pour absorber tout ce capital humain à même de donner aux jeunes entrepreneurs une visibilité et la chance de se déployer à l'international », dit-il.

### **Facilitation de l'accès à la commande publique**

Selon lui, la technologie, par intelligence artificielle interposée, donne lieu à des éléments transversaux à même de servir de levier pour le développement rapide des différents secteurs, tels que l'agriculture, la santé, la finance et l'industrie (Industrie 5.0). À propos de la visibilité des porteurs de projets, Hadeef précise qu'elle se décline en deux points. D'abord, l'assise dudit écosystème technologique favorable, puis la facilitation de l'accès de ces entrepreneurs et startupeurs à la commande publique, d'autant que cette dernière domine l'économie nationale en attendant l'émergence d'un marché privé.

Selon ses précisions, une partie non négligeable de cette commande est destinée aux microentreprises suivant des plans de charge qui leur permettent de s'accroître. « La plupart des startups adoptent un « business model » particulier, où l'on vise à se déployer à l'international. D'où l'importance de cette conférence africaine des startups », conclut-il.



### **La consommation mondiale du pétrole poursuit sa hausse**

La consommation mondiale de pétrole a continué d'augmenter au deuxième trimestre 2024, mais à un rythme moindre que l'an passé, indique l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel.

« La demande mondiale de pétrole devrait croître de moins de 1 million de barils par jour en 2024 et en 2025 », soit au dessous de la tendance de croissance d'avant la pandémie, prévoit l'AIE, qui a ainsi maintenu quasi inchangées ses prévisions de juillet.

Une consommation mondiale de 103,06 millions de barils par jour

Au total pour l'année 2024, l'AIE prévoit une consommation mondiale de 103,06 millions de barils par jour, contre 102,09 mbj en 2023 et 100,6 mbj en 2019. Par continent, l'Europe est le



seul continent où la consommation de produits pétroliers devrait baisser en 2024, à 14,1 millions de barils par jour contre 14,25 mbj l'an passé et 15,1 mbj en 2019, avant la pandémie, selon l'AIE. Les Amériques devraient consommer 31,5 millions de barils par jour contre 31,4 en 2023 et la consommation de l'Asie-Pacifique devrait augmenter à 38,9 millions de barils par jour en 2024 contre 38,1 en 2023.

Dans le détail, si la consommation globale de la Chine devrait continuer d'augmenter en 2024 (à 16,8 millions de barils par jour contre 16,5 en 2023), l'AIE note un ralentissement en juin sur le gasoil et le naphtha, « produits associés à l'industrie et à la construction ». Dans le reste du monde, en Afrique, la consommation de pétrole tout produits confondus devrait s'élever à 4,4 millions de barils par jour cette année contre 4,3 l'an passé. Au Moyen-Orient, elle devrait s'élever à 9,09 millions de barils par jour contre 9,05 en 2023.



### **Algérie : la BAD prévoit un PIB en hausse de 4 % en 2024 et 3,7% en 2025**

La reprise économique se conforte en Algérie et le produit intérieur brut (PIB) qui a augmenté de 3,6 % en 2022 et de 4,2 % en 2023, devrait être de 4,0 % en 2024 et 3,7 % en 2025, selon le Rapport pays 2024 du [Groupe de la Banque africaine de développement](#) qui sera officiellement présenté à la mi-septembre à Alger.

Selon le rapport, la croissance économique de l'Algérie est soutenue par les secteurs des hydrocarbures, de l'industrie, de la construction et des services. L'évolution de l'emploi montre une migration vers le secteur des services au détriment de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, souligne le rapport qui indique que la structure du PIB n'a cependant pas fondamentalement changé et le pays devrait approfondir les réformes pour accélérer la transformation structurelle de son économie.

« La réforme de l'architecture financière mondiale constitue une occasion pour l'Algérie de se positionner en pays donateur pour accompagner le développement d'autres pays d'Afrique dans leur programme de développement », a déclaré M. Lassaad Lachaal, responsable-pays de la Banque africaine de développement pour l'Algérie.

La réforme de l'architecture financière internationale peut constituer une occasion pour l'Algérie de se positionner en pays donateur pour accompagner les programmes de développement d'autres pays en Afrique, précise le rapport. L'Algérie a rejoint en 2023, le groupe de donateurs qui contribuent au cycle de financement du Fonds africain de développement, au titre du FAD-16.

Le pays qui a par ailleurs alloué une enveloppe d'un milliard de dollars pour financer des projets de développement en Afrique, aura toutefois besoin de ressources supplémentaires pour soutenir les actions en faveur de la préservation du climat et les initiatives de croissance verte.

À court terme, les ressources financières additionnelles pour la transformation structurelle de l'Algérie pourraient provenir d'une amélioration de la mobilisation des ressources intérieures et d'un renforcement de la soutenabilité des finances publiques, souligne le document.

Le rapport destiné à approfondir le dialogue politique sur les performances et les perspectives macroéconomiques et à servir d'outil indispensable aux décideurs politiques, aux gouvernements et aux partenaires de développement, sera officiellement présenté aux responsables gouvernementaux, au secteur privé, aux partenaires techniques et financiers, aux chercheurs et universitaires, ainsi qu'aux médias à la mi-septembre 2024, au siège local de la Banque à Alger.

Le thème du rapport est aligné à celui du rapport continental 2024 des **Perspectives économiques en Afrique** intitulé : « Impulser la transformation de l'Afrique par la réforme de l'architecture financière mondiale ».

**الشروق**  
إشهارية وطنية

### وزير المالية يترأس اجتماعا حول عصرنة سوق سندات الخزينة إطلاق منصة متكاملة لتطوير وتأمين العمليات المالية



ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، جلسة عمل جمعته بإطارات المديرية العامة للخزينة والمحاسبية، خصص لكل من منصة سوق سندات الخزينة ومشروع المنصة الجديدة، التي تهدف إلى عصرنة هذا السوق، حسب بيان للوزارة وفي كلمة له خلال الاجتماع، الذي عقد الاثنين، أكد فايد، أن "عصرنة سوق سندات الخزينة من خلال إنشاء بنى تحتية تتماشى مع المعايير الدولية، يعتبر أمرا بالغ الأهمية لتنمية الاقتصاد الوطني، بحيث ستساهم هذه المبادرة في وضع البلاد في طليعة التقنيات المالية، من خلال خلق الظروف الملائمة لتطوير السوق المالي وأوضح الوزير في هذا الصدد، أنه بالإضافة إلى المزايا التي ستقدمها من حيث الكفاءة والفعالية لجميع المتدخلين في السوق من متعاملين ومشرفين ووسطاء، "ستساهم هذه المنصة بشكل كبير في تنشيط السوق من خلال تعزيز السيولة والشفافية وأمان الأنظمة".

، التي دخلت حيز الخدمة سنة "Plat TRESOR-X" وأشار البيان إلى أن منصة إصدار وتداول الدين العام الحالية 2014، عبارة عن نظام يسمح بإجراء وتسيير جلسات إلكترونية لمناقصات سندات الخزينة في السوق الأولية وتداولها في السوق الثانوية.

في كل من المديرية العامة للخزينة والمحاسبية، كجهة إصدار ومنشط Plat TRESOR-X ويتمثل المشاركون في منصة ، علما أن عمليات Algérie Clearing ، وبنك الجزائر، وبورصة الجزائر، وشركة (SVT) للسوق، ومقدمي العروض

مناقصات سندات الخزينة وكذلك عمليات البيع والشراء في السوق الثانوية تجرى بصفة آنية للخزينة العمومية بتعبئة مبالغ معتبرة في السوق الأولية وتسهيل المعاملات في "Plat TRESOR-X" وسمحت منصة السوق الثانوية، حسب البيان، الذي يوضح أن المبالغ المعبأة والمتداولة على هذه المنصة تظهر فعاليتها المتزايدة، حيث تم تعبئة إجمالي قدره 2673.7 مليار دينار جزائري وتداول ما قيمته 2414.4 مليار دينار جزائري في 2023 وأشار المصدر إلى أن المنصة الجديدة المستهدفة، والتي عرضت خصائصها خلال هذه الجلسة، تهدف إلى تعزيز التواصل بين مختلف المتدخلين في السوق وتسريع وتأمين العمليات وتقديم أدوات تحليل وتسيير حديثة، مضيفاً أنها ستتيح حساب جميع جداول الاهتلاك تلقائياً وتسجيل عمليات السحب الفعلية والاستثمارات الفعلية وعمليات خدمة الدين كما ستنتج هذه المنصة مجموعة متنوعة من التقارير حول وضعيات الإخراج بما في ذلك التقارير الخاصة بالمصادقة والرقابة والنشرات الإحصائية، والتي تستخدم كمرجع لإجراء دراسات وتحليل محفظة الدين وإعداد إستراتيجيات الدين، يوضح البيان. وستكون هذه المنصة المتكاملة والمتوافقة مع المعايير الدولية كفيلة بمسايرة تطور الأسواق المالية الوطنية من خلال دمج أدوات مالية جديدة وتلبية احتياجات السوق المستقبلية وخلال كلمته، شدّد وزير المالية أيضاً على أهمية الابتكار لعصرنة سوق سندات الخزينة وتحسين جاذبيته، لاسيما من خلال دمج جميع الفاعلين في القطاع البنكي، كما أكد على ضرورة تعزيز دور هذا السوق في تمويل ميزانية الدولة من خلال تعبئة المزيد من الموارد، داعياً إلى استكشاف جميع الفرص المتاحة وفتح مجالات التفكير بهدف خلق منتجات مالية جديدة وآليات تحفيزية جديدة واختتم الوزير هذا اللقاء بالتأكيد على أهمية تعزيز الفهم حول أنشطة سوق سندات الخزينة وآليات تمويل ميزانية الدولة، بهدف إطلاع كل الأطراف المعنية بشكل أفضل على التحدّيات والفرص المتعلقة بعصرنة السوق



## انتزعت 5 بالمائة من حصّة السوق المالية بعد 4 سنوات من إقرارها

### إصداق ومحافظة استثمار و"صكوك" لإنجاح الصيرفة الإسلامية

بحلول شهر أوت الجاري، تمضي 4 سنوات كاملة عن إطلاق الصيرفة المالية الإسلامية في الجزائر، والتي انتزعت في ظرف 4 سنوات 5 بالمائة من حصص السوق المالية، وحققت ودائع بقيمة 422.6 مليار دينار، مع تمويلات تعادل 46 ألف مليار سنتيم، في انتظار إصدار لوائح تنظيمية جديدة قبل نهاية السنة وخلق الإطار القانوني للصكوك الإسلامية وتعزيز صناديق الاستثمار والمحافظة الاستثمارية والتي تمثّل التحدّي الحقيقي في هذا النمط من المالية ويرى رئيس لجنة الصيرفة الإسلامية على مستوى الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية سفيان مزارى في تصريح لـ"الشروق" أن تطور المالية الإسلامية في الجزائر بعد 4 سنوات من النشاط أي منذ شهر أوت 2020، وإصدار بنك الجزائر لائحة تحدّد نشاط الشبابيك والنوافذ الإسلامية وغيرها، حقّق إنجازات هامة وأرقام معتبرة توحى بنجاح هذا النمط الجديد من الصناعة المالية في السوق الجزائرية، حيث كانت 3 بنوك فقط تقترح هذه المنتجات، وعدد وكالاتها لا تتجاوز 50 وكالة عبر الوطن، ليرتفع إلى 12 بنكا و700 وكالة وشبّاك وبانطلاق النوافذ الإسلامية سنة 2020، تم تحقيق إنجازات معتبرة، يشدّد مزارى، حيث تم الانتقال من بنكين إلى 12 بنكا يقترح منتجات مالية مطابقة للشريعة، منها 6 بنوك عمومية و4 بنوك خاصة وبنكين إسلاميين، أما فيما يخص شبكة المصارف والوكالات فقد تم الانتقال من 50 إلى 700 وكالة وشبّاك تقترح الخدمات الإسلامية، منها وكالات مخصصة حصريا للصيرفة الإسلامية ووكالات مختلطة بين المطابقة للشريعة والكلاسيكية، موزعة عبر الوطن، في حين ارتفعت حصة السوق للصيرفة الإسلامية التي كانت لا تتجاوز 1.5 بالمائة، لتصل اليوم حسب أرقام بنك الجزائر إلى 5 بالمائة، كما تم تسجيل تنوع في العروض لم يكن موجودا قبل سنة 2020

وبالمقابل، شرعت البنوك العمومية والخاصة في الاستثمار عبر تنويع المنتجات، ليس فقط للتمويل وإنما لتعبئة الإدخار خلال المرحلة الماضية، أما بالنسبة للتحدّيات التي تواجه الصيرفة الإسلامية خلال المرحلة المقبلة، يؤكّد المتحدث: "حان الأوان لتأطير أوسع لهذه الصيرفة، يأتي ذلك بعد إقرار القانون النقدي والمصرفي، الصادر سنة 2023، حيث يُرتقب قبل نهاية السنة صدور بعض اللوائح لتعزيز المنظومة الرقابية والتأطيرية للصناعة المالية، للسماح للبنوك بتوسيع نشاطها". وتطويرة، كما يُرتقب إصدار الإطار القانوني والتنظيمي لإصدار الصكوك الإسلامية سواء حكومية أو مؤسساتية وفي السياق، يشدّد ممثل الصيرفة الإسلامية لدى الجمعية المهنية للبنوك على وجود فراغ قانوني في هذا المجال، إذ أنه حتى المؤسسات التي تنشط في المجال الاقتصادي، ليس لها الحق في إصدار صكوك لتمويل مشاريعها، في غياب القانون

المنظم للعملية، مع العلم أن هذه النقطة ستساهم في تطوير المنظومة المالية للصيرفة الإسلامية والصناعة المالية المطابقة للشريعة، وخلق حلول لتمويل المشاريع والمنتشات، إذ سيكون باستطاعة الدولة تمويل مشاريع الطرق والموانئ ومحطات التحلية من خلال صكوك اسلامية، بالتنسيق مع مؤسسات تأمينية تكافلية، كما سيسنفيد حتى عامة الناس من تمويل هذه المشاريع، وستكون لهم عوائد وفرص لتمكينهم من استثمار أموالهم وتعزيز المنظومة المالية الإسلامية بشكل أوسع وفي نفس السياق، تساهم الصيرفة المالية الإسلامية في تسهيل دخول أموال السوق الموازية إلى القنوات الرسمية المعروفة كالبنوك واستقطاب المدخرات وهي العملية التي نجحت بشكل باهر خلال السنوات الماضية، رغم أن الأرقام المحققة في شطر التمويل تبقى غير كافية، فالمالية الإسلامية تفرض وجود صناديق استثمار وفتح حسابات استثمارية في البنوك لتحقيق عائدات بعد استغلالها وكسب أرباح، وذلك لن يكون ناجعا من دون وجود تمويل ومحافظة استثمارية متنوعة، وهو التحدي الأكبر لقطاع المالية الإسلامية خلال المرحلة المقبلة



## أزيد من 35 متهما يمتنون الأربعاء أمام القطب الاقتصادي والمالي

### هكذا تصرف البرلمان السابق "هامل" وعائلته بالأموال المحجوزة قضائيا

يفتح القطب الجزائري الاقتصادي والمالي، الأربعاء 14 أوت الجاري، ملف الفساد المتابع فيه النائب البرلماني السابق، علي هامل وعدد من أفراد عائلته وأزيد من 35 متهما عن وقائع تتعلق بتبديد أموال عمومية خاصة والتصرف بالممتلكات المحجوزة من طرف القضاء الجزائري. المحاكمة ستكون على مستوى الفرع الثالث لدى القطب الاقتصادي والمالي، ومن الأرجح أن يتم تأجيل البت في الملف، باعتبار أنها أول جلسة، من جهة ومن جهة أخرى، لتمكين هيئة الدفاع من الإطلاع الجيد على الملف. وأما عن حيثيات الملف، فهي تتعلق بتصرف عائلة ومقربي وأصحاب البرلمان السابق المنحدر من ولاية أدرار بالممتلكات والأرصدة التي تم حجزها من طرف القضاء الجزائري، وتبديد الأموال الخاصة وتحويلها إلى الخارج لحساب المتهم الرئيسي في ملف الحال وهو البرلمان السابق علي هامل الفار من العدالة، في انتظار ما ستكشف عنه المحاكمة من حقائق أخرى. وفي هذا السياق، فقد سبق وأن تم إدانة المتهم علي هامل رفقة الولاة السابقين لولاية أدرار من طرف القطب الاقتصادي والمالي، بعقوبة سالبة للحرية، عن وقائع استفادة هذا الأخير من امتيازات غير مستحقة ممثلة في 62 مشروعا بطريقة مخالفة للقانون أنجز منها 9 مشاريع فقط، إضافة إلى استفادته هو وأفراد عائلته من عقارات صناعية وفلاحية بطريقة مخالفة للقانون، إذ ومن بين المشاريع التي تحصلوا عليها، مشروع يتعلق بتربية الدواجن بأدرار ومحطة خدمات بتيميمون إلى جانب قاعدة لوجيستية ببرج باجي مختار، حيث أن نسبة الأشغال فيها لم تتجاوز نسبة 15 بالمائة، إضافة إلى مشروع قاعدة الحياة عام 2017 وعقارات أخرى، ناهيك عن 12 محطة وقود استفادت منها عائلة البرلمان السابق، مع إنجاز مشروع شاطئ صناعي بأدرار ومحطة خدمات تنموية. وقد توبع المتهم هامل ومن معه أمام القطب الاقتصادي والمالي عن تهم ثقيلة تضمنها قانون مكافحة الفساد والوقاية منه، على غرار منح امتيازات غير مستحقة وتبديد أموال عمومية وتبييض الأموال إلى جانب استغلال الوظيفة. وبالمقابل، فقد وقّعت محكمة الجنايات لدى مجلس قضاء الجزائر، في 18 ماي 2023، حكما غيابيا في حق المتهم البرلمان الفار علي الهامل يقضي بـ10 سنوات سجنا مع تأييد أمر بالقبض الجسدي في حقه.

## السيد فايد يتراس اجتماعا حول عصرنة سوق سندات الخزينة

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، جلسة عمل جمعته بإطارات المديرية العامة للخزينة والمحاسبة خصص لكل من منصة سوق سندات الخزينة ومشروع المنصة الجديدة التي تهدف إلى عصرنة هذا السوق، حسب بيان للوزارة وفي كلمة له خلال الاجتماع، الذي عقد أمس الاثنين بالجزائر العاصمة، أكد السيد فايد أن "عصرنة سوق سندات الخزينة من خلال إنشاء بنى تحتية تتماشى مع المعايير الدولية يعتبر أمرا بالغ الأهمية لتنمية الاقتصاد الوطني، بحيث ستساهم هذه المبادرة في وضع البلاد في طليعة التقنيات المالية، من خلال خلق الظروف الملائمة لتطوير وأوضح الوزير في هذا الصدد أنه بالإضافة إلى المزايا التي ستقدمها من حيث الكفاءة والفعالية. "السوق المالي لجميع المتدخلين في السوق من متعاملين ومشرفين ووسطاء،" ستساهم هذه المنصة بشكل كبير في تنشيط السوق وأشار البيان إلى أن منصة إصدار وتداول الدين العام الحالية. "من خلال تعزيز السيولة والشفافية وأمان الأنظمة التي دخلت حيز الخدمة سنة 2014، عبارة عن نظام يسمح بإجراء وتسيير جلسات "Plat TRESOR-X" ويتمثل المشاركون في. إلكترونية لمناقصات سندات الخزينة في السوق الأولية وتداولها في السوق الثانوية في كل من المديرية العامة للخزينة والمحاسبة كجهة إصدار ومنشط للسوق، Plat TRESOR-X منصة علما أن عمليات Algérie Clearing وبنك الجزائر، وبورصة الجزائر، وشركة (SVT) ومقدمي العروض وسمحت منصة مناقصات سندات الخزينة وكذلك عمليات البيع والشراء في السوق الثانوية تجرى بصفة أنية للخزينة العمومية بتعبئة مبالغ معتبرة في السوق الأولية وتسهيل المعاملات في السوق "Plat TRESOR-X" الثانوية، حسب البيان، الذي يوضح أن المبالغ المعبأة والمتداولة على هذه المنصة تظهر فعاليتها المتزايدة، حيث تم تعبئة إجمالي قدره 2673ر7 مليار دينار جزائري وتداول ما قيمته 2414ر4 مليار دينار جزائري في 2023 وأشار المصدر إلى أن المنصة الجديدة المستهدفة، والتي عرضت خصائصها خلال هذه الجلسة، تهدف إلى تعزيز التواصل بين مختلف المتدخلين في السوق وتسريع وتأمين العمليات وتقديم أدوار تحليل وتسيير حديثة، مضيفا أنها ستتيح حساب جميع جداول الاهتلاك تلقائيا وتسجيل عمليات السحب الفعلية والاستثمارات الفعلية كما تنتج هذه المنصة مجموعة متنوعة من التقارير حول وضعيات الإخراج بما في. وعمليات خدمة الدين ذلك التقارير الخاصة بالمصادقة والرقابة والنشرات الإحصائية، والتي تستخدم كمرجع لإجراء دراسات وتحليل وستكون هذه المنصة المتكاملة والمتوافقة مع المعايير. محفظة الدين وإعداد استراتيجيات الدين، يوضح البيان الدولية كفيلة بمسايرة تطور الأسواق المالية الوطنية من خلال دمج أدوات مالية جديدة وتلبية احتياجات السوق وخلال كلمته، شدد وزير المالية أيضا على أهمية الابتكار لعصرنة سوق سندات الخزينة وتحسين. المستقبلية كما أكد على ضرورة تعزيز دور هذا السوق. جاذبيته، لا سيما من خلال دمج جميع الفاعلين في القطاع البنكي في تمويل ميزانية الدولة من خلال تعبئة المزيد من الموارد، داعيا إلى استكشاف جميع الفرص المتاحة وفتح واختتم الوزير هذا اللقاء بالتأكيد على. مجالات التفكير بهدف خلق منتجات مالية جديدة وآليات تحفيزية جديدة أهمية تعزيز الفهم حول أنشطة سوق سندات الخزينة وآليات تمويل ميزانية الدولة بهدف إطلاع كل الأطراف المعنية بشكل أفضل على التحديات والفرص المتعلقة بعصرنة السوق

## فايد يترأس اجتماعا حول عصرنة سوق سندات الخزينة

ترأس وزير المالية, لعزیز فايد, جلسة عمل جمعته بإطارات المديرية العامة للخزينة والمحاسبة خصص لكل من منصة سوق سندات الخزينة ومشروع المنصة الجديدة التي تهدف إلى عصرنة هذا السوق, حسب بيان للوزارة.

وفي كلمة له خلال الاجتماع, الذي عقد أمس الاثنين بالجزائر العاصمة, أكد السيد فايد أن “عصرنة سوق سندات الخزينة من خلال إنشاء بنى تحتية تتماشى مع المعايير الدولية يعتبر أمرا بالغ الأهمية لتنمية الاقتصاد الوطني, بحيث ستساهم هذه المبادرة في وضع البلاد في طليعة التقنيات المالية, من خلال خلق الظروف الملائمة لتطوير السوق المالي”.

وأوضح الوزير في هذا الصدد أنه بالإضافة إلى المزايا التي ستقدمها من حيث الكفاءة والفعالية لجميع المتدخلين في السوق من متعاملين ومشرفين ووسطاء, “ستساهم هذه المنصة بشكل كبير في تنشيط السوق من خلال تعزيز السيولة والشفافية وأمان الأنظمة”.

وأشار البيان إلى أن منصة إصدار وتداول الدين العام الحالية “Plat TRESOR-X”, التي دخلت حيز الخدمة سنة 2014, عبارة عن نظام يسمح بإجراء وتسيير جلسات إلكترونية لمناقصات سندات الخزينة في السوق الأولية وتداولها في السوق الثانوية.

ويتمثل المشاركون في منصة Plat TRESOR-X في كل من المديرية العامة للخزينة والمحاسبة كجهة إصدار ومنشط للسوق, ومقدمي العروض (SVT), وبنك الجزائر, وبورصة الجزائر, وشركة Algérie Clearing, علما أن عمليات مناقصات سندات الخزينة وكذلك عمليات البيع والشراء في السوق الثانوية تجرى بصفة آنية. وسمحت منصة “Plat TRESOR-X” للخزينة العمومية بتعبئة مبالغ معتبرة في السوق الأولية وتسهيل المعاملات في السوق الثانوية, حسب البيان, الذي يوضح أن المبالغ المعبأة والمتداولة على هذه المنصة تظهر فعاليتها المتزايدة, حيث تم تعبئة إجمالي قدره 2673ر7 مليار دينار جزائري وتداول ما قيمته 2414ر4 مليار دينار جزائري في 2023.

وأشار المصدر إلى أن المنصة الجديدة المستهدفة, والتي عرضت خصائصها خلال هذه الجلسة, تهدف إلى تعزيز التواصل بين مختلف المتدخلين في السوق وتسريع وتأمين العمليات وتقديم أدوات تحليل وتسيير حديثة, مضيفا أنها ستتيح حساب جميع جداول الاهتلاك تلقائيا وتسجيل عمليات السحب الفعلية والاستثمارات الفعلية وعمليات خدمة الدين.

كما تنتج هذه المنصة مجموعة متنوعة من التقارير حول وضعيات الإخراج بما في ذلك التقارير الخاصة بالمصادقة والرقابة والنشرات الإحصائية, والتي تستخدم كمرجع لإجراء دراسات وتحليل محفظة الدين وإعداد استراتيجيات الدين, يوضح البيان.

وستكون هذه المنصة المتكاملة والمتوافقة مع المعايير الدولية كقيلة بمسايرة تطور الأسواق المالية الوطنية من خلال دمج أدوات مالية جديدة وتلبية احتياجات السوق المستقبلية. وخلال كلمته, شدد وزير المالية أيضا على أهمية الابتكار لعصرنة سوق سندات الخزينة وتحسين جاذبيته, لا سيما من خلال دمج جميع الفاعلين في القطاع البنكي.

كما أكد على ضرورة تعزيز دور هذا السوق في تمويل ميزانية الدولة من خلال تعبئة المزيد من الموارد, داعيا إلى استكشاف جميع الفرص المتاحة وفتح مجالات التفكير بهدف خلق منتجات مالية جديدة وآليات تحفيزية جديدة. واختتم الوزير هذا اللقاء بالتأكيد على أهمية تعزيز الفهم حول أنشطة سوق سندات الخزينة وآليات تمويل ميزانية الدولة بهدف إطلاع كل الأطراف المعنية بشكل أفضل على التحديات والفرص المتعلقة بعصرنة السوق.